

Qu'est ce qu'un Pays ?

➤ Un territoire de projet

Un Pays est un territoire de projet fédérant les acteurs locaux autour d'une charte, d'un conseil de développement et d'un contrat passé avec l'Etat et les régions. Il a pour vocation de stimuler les initiatives locales et les pratiques participatives. Complémentaires du mouvement intercommunal, de nombreux pays sont en cours d'organisation (14 en région Provence Alpes Côte d'Azur fin 2003).

- Leur création est instituée par de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999.
- La Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 modifie dans son titre V (articles 95, 96, 97) certaines dispositions. Elle simplifie les procédures de constitution des pays et remet le projet de territoire, élaboré à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi, au coeur de la démarche.

➤ Création d'un pays

Les communes ou les Etablissement Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui souhaitent se constituer en pays adressent au préfet leurs délibérations portant sur la charte de développement du pays et son périmètre. Après avis des conseils régionaux et départementaux, le préfet vérifie que le pays peut être formé et publie son périmètre par arrêté.

➤ La Charte de pays

La charte comprend deux grands volets : un diagnostic du territoire suivi de la définition des enjeux de développement et la présentation de la stratégie de développement élaborée par les acteurs locaux, tous deux accompagnés par des cartes.

Un diagnostic stratégique

Son objectif est de permettre l'appropriation par les acteurs du territoire d'une même vision du territoire et de son avenir. En conséquence, il doit être participatif et présenter le territoire de manière intégrée et prospective.

- Il s'agit d'un diagnostic stratégique et non d'un diagnostic descriptif. De la même façon, la cartographie attendue est analytique, et non purement illustrative.
- Le diagnostic doit prendre en compte l'existence de programmes territoriaux ou sectoriels concernant le territoire, quelle que soit leur échelle (par exemple, un SRADT, un SCOT, ou un SAGE).

La compréhension du territoire, tant dans son organisation interne que dans son environnement suppose quatre types d'analyse :

- 1 une analyse spatiale (relations urbain-rural, positionnement du territoire dans un contexte régional, national voire international) ;
- 2 une analyse organisationnelle, politique et administrative : intercommunalité de projet et/ou de gestion, groupements d'employeurs, tissu associatif... ;
- 3 une analyse socio-économique : caractéristiques socio-économiques des différentes composantes du territoire, mais également analyses tendanciennes (vieillesse de la population, mutations économiques...) ;
- 4 une analyse environnementale, non limitée aux espaces naturels sensibles, mettant en évidence les risques .

Ces quatre approches sont ensuite croisées pour aboutir à une vision globale du territoire et de ses logiques de développement et de fonctionnement, internes et externes.

L'identification des enjeux

Cette étape située à la charnière entre le diagnostic et l'élaboration de la stratégie est essentielle, parce qu'elle permet aux acteurs de s'interroger sur l'évolution qu'ils souhaitent pour leur territoire. Si le diagnostic est bien fait, il dessine plusieurs scénarios sur lesquels il conviendra de se positionner lors de la phase des enjeux.

- ✎ *par exemple, voulons-nous conserver notre identité rurale ? ou encore, voulons-nous affirmer notre vocation touristique ? ou recherchons-nous plutôt un équilibre entre les différentes fonctions économiques du territoire ? Quelle place pour la forêt ?*

Des intérêts contradictoires peuvent s'affronter sur le territoire. Pour autant, il est souhaitable que le débat ait lieu à ce moment : vouloir en faire l'économie, c'est se condamner à élaborer un projet sans consistance, parce qu'il ne s'appuiera pas sur des choix politiques clairs. Les propriétaires ont intérêt à se manifester à ce stade pour que les orientations prises ne contrarient pas leurs propres enjeux.

La stratégie

Une fois les enjeux définis, il s'agit de définir des objectifs prioritaires (axes stratégiques) et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre (mesures ou actions) afin de faire évoluer le territoire dans la direction souhaitée.

- ✎ *Comme les précédentes, cette phase suppose de la concertation et de la transparence (expliquer les choix). Sans elles, il n'y aura pas d'appropriation du projet par l'ensemble des acteurs.*
- La stratégie doit rester réaliste : inutile de se fixer des objectifs impossibles à atteindre, parce que trop ambitieux ou trop nombreux ; mieux vaut être sélectif et définir des priorités claires.
- Elle doit aussi s'appuyer sur les spécificités du pays : certaines stratégies territoriales sont presque interchangeables, alors que les contextes sont différents.
- Elle doit s'inscrire dans le long terme et réfléchir aux impacts des choix stratégiques et des actions envisagées, en prenant en compte les différentes échelles territoriales
- La stratégie doit se décliner en deux catégories d'axes :
 - ⇒ les axes opérationnels. Ils peuvent être sectoriels et/ou transversaux, mais dans tous les cas leur croisement est important (articulation des objectifs sociaux/économiques/environnementaux, prise en compte de leur dimension spatiale...).
 - ⇒ les axes organisationnels définissant l'organisation collective qui permettra la mise en œuvre du projet : relations entre les maîtres d'ouvrage (collectivités territoriales, associations, entreprises...) et les instances de coordination et/ou d'animation (structure juridique du pays, conseil de développement, structure technique) ; mise en réseau d'acteurs ; moyens d'ingénierie et/ou d'animation...

➡ Comment participer à une charte de pays ?

La loi indique que la charte doit être élaborée par les communes et leurs groupements en association avec le **conseil de développement**. Composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs présents sur le territoire, il permet d'enrichir la réflexion et le débat public, en croisant des approches et des points de vue différents. L'appropriation du diagnostic par le conseil de développement et sa participation effective à la définition des enjeux sont déterminantes pour parvenir à un projet « commun », dont toutes les catégories d'acteurs présentes sur le territoire se sentiront responsables, parce qu'elles y auront contribué. Il convient qu'au moins un propriétaire forestier soit inclus dans ce conseil de développement.

- ✎ *L'Observatoire de la forêt méditerranéenne (OFME) 714001, établit des diagnostics sur la forêt à partir des données de l'IFN qui permettent de montrer l'importance de la forêt dans les territoires.*